



Une usine à gaz pour EDF.
Hans Lucas via AFP

On marche sur la tête

EDF va racheter son électricité jusqu'à 300 euros le MWh... et la revendre à 46,20 euros à ses concurrents

Par Emmanuel Lévy

Publié le 14/01/2022 à 9:11

Face à l'envolée des prix de l'électricité qui atteignent des sommets, la promesse du gouvernement de limiter la hausse pour les ménages à 4 % semblait tenir de la gageure. À trois mois des présidentielles, il fallait trouver une solution, quitte à inventer une usine à gaz. Problème : cela conduit EDF à fournir aux opérateurs alternatifs des volumes d'électricité qu'elle n'a plus.

Les circonvolutions du gouvernement autour du protocole sanitaire applicable dans les écoles ne pourraient être qu'une aimable mise en jambes. Son plan pour limiter la hausse de l'électricité à 4 % en 2022, promesse de Jean Castex faite septembre, risque lui d'être un véritable marathon pour la communication gouvernementale. Il va devoir expliquer qu'il demande à **EDF** de racheter aux prix vertigineux de 2022

l'électricité qu'il a déjà vendue pas cher, pour ensuite la brader à ses concurrents. En effet, le plan d'urgence six fois infériorisant partage l'effort entre une baisse de 8 milliards d'euros des taxes supportée par l'État, et 8,4 milliards à la charge d'EDF. Des sommes importantes liées à l'envolée des prix et leur répercussion sur les tarifs pour les ménages. La Commission de régulation estimait en effet le 10 janvier que la hausse devait atteindre entre 30 % et 40 %, selon *Le Parisien*.

Dans cette optique, l'État, premier actionnaire de l'opérateur historique, a tout simplement intimé l'ordre à EDF d'augmenter le volume d'électricité nucléaire qu'il a l'obligation de vendre à ses concurrents à prix réduits. L'idée est simple : transférer aux clients finaux, les ménages et les entreprises, cette baisse des prix. Sauf que ces 20 TWh à 46,20 euros le MWh, qui s'ajoutent aux 100 TWh vendus à prix d'ami de 42 euros, EDF n'en dispose plus. Il les a déjà vendus sur le marché de gros lors des négociations qui ont eu lieu en 2021. L'électricien a donc déjà perdu une partie des bénéfices qu'il aurait pu retirer de la hausse des prix. Et il va les perdre une seconde fois car EDF va devoir racheter des montagnes de sa propre électricité, au prix de marché qui se situe entre 275 euros et 300 euros le MWh, et les revendre six fois moins cher.

FLOU DANS LA COM'

Évidemment, aucun des deux ministres chargés de présenter l'usine à gaz en urgence ce jeudi 13 janvier au soir, Barbara Pompili à l'Écologie sur LCI et Bruno Lemaire à Bercy dans une interview au *Parisien* n'en a pipé mot. Ni EDF dans son communiqué qui a suivi. Seul détail donné sur les 8 milliards que lui coûtera le dispositif : « *Ce montant intègre une estimation de l'effet du report tarifaire sur le cash-flow 2 022 d'environ 1,5 Mds€ sur la base des prix de marché au 31 décembre 2021 et d'environ 1,6 Mds€ sur la base des prix de marché au 12 janvier 2022* ». Un blabla destiné aux marchés financiers qui risquent de ne pas goûter le flou.

Restent donc 5 milliards fantomatiques. Ils se retrouvent pour une grosse part dans la stratégie délirante d'achats des 20 TWh sur le marché à un prix avoisinant les 300 euros durant les mois d'hiver, et leur revente à 46,20 euros. Une autre grosse part vient des Tarifs Réglementés en vigueur (TRV) ou tarifs bleu pour les foyers qui n'augmenteront pas

mécaniquement. On savait déjà que la libéralisation du marché de l'électricité était une énorme blague. Avec ce que le gouvernement vient de décider, on en viendrait presque à pleurer de rire.



Par Emmanuel Lévy
